

Arrêté portant permission de voirie et de réglementation temporaire de circulation

N° 2024-142-ST

LE MAIRE de la Commune de Magny-les-Hameaux ;

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des collectivités locales complétée et modifiée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2214-3 et L.2542-2 ;

VU le Code Pénal, notamment l'article R.610-5 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.325-13, R.130-2, L.411-1, R.411-25, L.325-1 à L.325-3, R417-6, R417-10 et R.417-12 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L 511-1 ;

VU l'Arrêté Municipal 14-054-PM ;

VU la pétition, arrivée en Mairie le 15 octobre 2024 de l'entreprise STPS, sise Zone Industrielle Sud – CS 17171 77272 VILLEPARISIS ;

CONSIDERANT que l'entreprise STPS, sise Zone Industrielle Sud – CS 17171 77272 VILLEPARISIS doit réaliser des travaux de pose d'un câble électrique HTA en vue du raccordement d'un nouveau poste de livraison secours pour le client Téléhouse (Data Center), sur le Chemin de Rhodon, la rue Raymond Bonheur, la rue Charles Guerin, l'allée de l'Orme au Berger, la rue Ernest Chausson, la rue Eugène Carrière, l'impasse Jean Besson, et les chemins ruraux n°14, n°15 et n°17 et n° 24, pour le compte d' ENEDIS, à compter du **12 novembre 2024 pour une durée de 182 jours**.

CONSIDERANT que ces travaux nécessitent des restrictions de circulation et de stationnement sur le Chemin de Rhodon, la rue Raymond Bonheur, la rue Charles Guerin, l'allée de l'Orme au Berger, la rue Ernest Chausson, la rue Eugène Carrière, l'impasse Jean Besson, et les chemins ruraux n°14, n°15 et n°17 et n° 24, afin de permettre le bon déroulement des travaux.

ARRÊTONS

Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront à compter de son affichage en mairie pour les dispositions générales et à compter de sa notification aux entreprises chargées des travaux pour les dispositions les concernant.

I. RESTRICTION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT :

ARTICLE 1 : L'entreprise STPS est autorisée à exécuter les travaux cités ci-dessus,

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du **12 novembre 2024 pour une durée de 182 jours**.

ARTICLE 3 : En cas d'intempéries ou d'autres aléas survenus au cours du chantier nécessitant une prolongation de la durée de celui-ci, la validité du présent arrêté sera prorogée d'autant.

ARTICLE 4 : En fonction des besoins du chantier, et suivant l'avancement des travaux dans les différentes voiries, les restrictions de circulation et de stationnement sont appliquées comme suit :

L'entreprise est autorisée à neutraliser une voie de circulation pour permettre l'exécution de ses travaux. Elle devra mettre en place un alternat, si besoin :

- Par feux de chantier tricolores si la portion de voie neutralisée est supérieure à 30 mètres.
- Par panneaux pour une portion de voie neutralisée inférieure à 30 mètres.

Dans tous les cas l'entreprise devra laisser libre la circulation piétonne ou à défaut mettre en place une déviation.

ARTICLE 5 : Le stationnement des véhicules de toute nature est interdit dans l'emprise du chantier durant la durée des travaux.

ARTICLE 6 : Les véhicules gênants en infraction aux dispositions de l'article 5 sont mis en fourrière conformément aux dispositions du code de la route.

II. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX ENTREPRISES CHARGEES DES TRAVAUX :

ARTICLE 7 : Pour la remise en état du site, l'entreprise devra utiliser les mêmes types de matériaux, dans les mêmes proportions et leur mise en œuvre devra être réalisée dans les règles de l'art.

Le chemin du Rhodon

L'entreprise devra réaliser un enrobé en pleine largeur sur la totalité du linéaire.

Le chemin Raymond Bonheur

L'entreprise devra réaliser un gravillonnage en pleine largeur sur la totalité du linéaire.

L'allée de l'Orme au berger

Elle ne devrait pas subir de dégradation car l'entreprise a pour obligation de réaliser un forage dirigé d'environ 250 / 300 mètres avec une traversée sous la Route Départementale 195.

Les rues Ernest Chausson et Eugène Carrière

L'entreprise devra réaliser un enrobé en pleine largeur sur la totalité du linéaire concerné par les travaux.

L'impasse Jean Besson

L'entreprise devra réaliser un enrobé en pleine largeur sur la totalité du linéaire.

Les chemins ruraux n°14, n°15 et n°17 et n° 24

L'entreprise devra réaliser les reprises identiques aux matériaux en place et fournira des tests de compactage.

ARTICLE 8 : L'entreprise sera tenue responsable de la propreté dans l'emprise et aux abords du chantier.

ARTICLE 9 : Aucun dépôt de matériels ni de matériaux n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier, sans une autorisation préalable du responsable de la Voirie.

ARTICLE 10 : **L'arrêté devra être affiché sur le chantier au moins 7 jours avant le commencement des travaux et ce pendant toute la durée des travaux.**

ARTICLE 11 : L'entreprise chargée des travaux, sera responsable de la mise en place et du maintien de la signalisation et des dispositifs de protection temporaire du chantier, de jour comme de nuit, pendant toute la durée des travaux. Elle sera également responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 12 : Le non-respect des obligations entraînera la fermeture immédiate du chantier pour la durée de sa régularisation.

ARTICLE 13 : Les travaux et les restrictions de circulation pour le besoin du chantier s'appliquent entre 8h00 et 17h00.

ARTICLE 14 : Monsieur le Maire de Magny-les-Hameaux, Madame la Directrice Générale des Services, Madame la Lieutenante de la COB de Chevreuse, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs- Pompiers de Magny-les-Hameaux,
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines,
- L'entreprise ENEDIS
- L'entreprise STPS chargée des travaux,
- L'entreprise SEPUR,
- L'entreprise SAVAC,
- L'entreprise SQYBUS.

Fait à Magny-les-Hameaux, le 30 octobre 2024



Pour le Maire empêché,
Le Maire-adjoint délégué,

Roberto DRAPRON

Mis en ligne sur le site internet de la ville le :

0 6 NOV. 2024

Nota : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et/ou de notification (articles R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative)

